



[Pour télécharger le BIS n°174/2016](#)

Que nous dit l'émergence de cette multitude de « nouveaux » mouvements sociaux et d'initiatives citoyennes – [Tout Autre Chose](#), [Acteurs des Temps Présents](#), [136jours](#), [École en colère](#), [Nuit debout](#) – sur le travail social actuel ? L'associatif subventionné ne serait-il plus en capacité de jouer pleinement son rôle de contre-pouvoir ? D'où, l'apparition d'un militantisme progressiste qui investirait d'autres lieux ? Qui serait dégagé de toute dépendance au pouvoir dominant ? Ou bien l'équation serait-elle moins caricaturale, plus complexe ?

Edito du BIS n°174/2016, Alain Willaert, coordinateur CBCS asbl

De nouvelles formes d'organisations

Parce que de tout temps, et particulièrement depuis la fin du 19^{ème} siècle, des mouvements plus ou moins organisés sont nés chaque fois que le pouvoir dominant imposait trop d'injustice sociale et économique, comme c'est le cas aujourd'hui.

Parce que des initiatives citoyennes « novatrices, « alternatives », « révolutionnaires » au moment de leur émergence, ont été par la suite reconnues et soutenues par l'autorité publique. Pensons aux plannings familiaux, aux maisons médicales ...

Parce qu'on trouve bien souvent derrière la logistique nécessaire au fonctionnement de ces « nouveaux » mouvements sociaux, des structures institutionnalisées et leurs travailleurs : syndicats, services d'éducation permanente, associations culturelles ...

Parce qu'à Bruxelles, les relations entre les services subventionnés, le politique et son administration sont globalement bonnes, malgré l'usage devenu trop fréquent de la gouvernance par appel à projets, qui confisque aux associations « le sens de leur action ». (lire p. 3), ainsi que la tentation de plus en plus assumée de vouloir imposer des méthodes d'évaluation et de rapportage importées du secteur privé commercial, basées sur la culture du chiffre.

Parce que les autorités politiques bruxelloises ont réussi jusqu'ici à préserver les secteurs de l'aide et du soin des coupes d'austérité telles que pratiquées par le Fédéral ou dans d'autres domaines (culture, Education Permanente...).

Mais si, pour ces secteurs, les financements ne faiblissent pas, ils n'augmentent plus à la mesure de l'accroissement des besoins de la population et des demandes adressées aux associations.

Dans ce contexte de ressources limitées et d'augmentation des demandes d'aide et de soin, le mot d'ordre est de « faire plus et mieux ». Alors, que ce soit dans l'associatif subventionné ou via la mise en place de « nouvelles » initiatives sociales et citoyennes, le moins que l'on



puisse écrire, c'est que cela réfléchit et expérimente à tous les étages !

On cherche d'autres formes d'organisation de la première ligne et/ou des financements alternatifs et complémentaires aux subventions d'Etat. (lire p. 9) ; on explore les marges du travail social institutionnalisé (lire p. 12 et p. 17) ; on se rassemble pour comprendre et proposer d'autres horizons (lire p. 26), voire pour mieux s'outiller et résister. (lire p. 32)

Rien d'exhaustif dans cette énumération, juste quelques exemples parlants de militantisme en œuvre dans les talvères du social (lire p. 34), c'est ce que propose ce dossier.